

ÉDITORIAL

A quelques jours du sommet du G8, l'économie internationale est en ébullition : violentes secousses à la Banque mondiale où le président a dû faire ses valises bien avant l'heure ; inquiétudes des grands argentiers occidentaux face à la montée en puissance de la Chine et au rôle croissant des fonds spéculatifs, qui s'encombrent rarement de scrupules et ne s'embarrassent pas des textes de droit international pour prendre leurs décisions ; arrivées au pouvoir en Amérique latine de gouvernements de plus en plus contestataires et mise en place de mesures alternatives radicales, etc. Le modèle néolibéral est dans l'impasse, et dans ce cas, la fuite en avant est rarement la solution recommandée... Seule la construction d'un modèle basé sur une toute autre logique pourra nous sortir de cette impasse et proposer une issue équitable et durable. Venez vous battre à nos côtés pour la faire émerger au plus vite !

▼ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

ENCORE UN G8 DE TROP !

C'est à Heiligendamm (nord de l'Allemagne), encerclée d'un mur de barbelés rappelant aux Allemands de tristes souvenirs, que se déroulera cette année le sommet des maîtres du monde. Voilà 33 ans (depuis 1975, à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing) que les pays les plus riches de la planète, 8 à ce jour, se réunissent chaque année dans une « ambiance décontractée », « pour discuter des affaires du monde ». Voilà 33 ans qu'ils poussent les pions pour gagner toujours plus.

Groupe informel, tout comme le Club de Paris, ils représentent ensemble seulement 15% de la population mondiale, mais se donnent le droit de décider de l'avenir de tous les pays, comme bon leur semble. Et ce qui leur semble bon, c'est, bien sûr, le système néolibéral, sans aucune limite, le « marché » étant le maître des cérémonies. Ils en sortent chaque fois avec de belles déclarations, assorties de promesses qui, comme d'habitude, n'engagent que ceux qui y croient. Mais les pays pauvres en ont assez d'entendre ces mensonges. Depuis 2005, année où le G8 avait promis monts et merveilles, spectacle à l'appui, les aides des pays riches à l'Afrique ont, au contraire, diminué. Cette année encore, Angela Merkel et Tony Blair agitent des panneaux « En finir avec la pauvreté, aujourd'hui », alors que la Constitution européenne sera l'une de leurs vraies préoccupations. A Rostock, plusieurs milliers d'altermondialistes - dont bon nombre de militants du CADTM - font leur sommet alternatif. Après les manifestations des 2 et 3 juin, des ateliers de réflexions, d'actions, et spectacles exprimeront le refus de ce système.

L'an prochain, c'est le Japon qui devrait accueillir le G8 : du 7 au 9 juillet, au lac Toya, sur l'île d'Hokkaido. S'ils y sont, nous y serons aussi...

▼ YVETTE KROLIKOWSKI

AGENDA

6-8 juin, Heiligendamm (Allemagne) : réunion du G8 et contre-sommet altermondialiste.

7 juin, Orléans (45) : intervention d'Olivier Lorillu après le film *We feed the world*, au cinéma des Carmes, à 20h.

8 juin, Nuits st Georges (21) : intervention de Nicolas Sersiron après le film *We feed the world*.

9 juin, Lille (59) : Réunion du groupe CADTM, sur le thème « Le poids de la dette dans les pays du Maghreb », au Café Citoyen.

9 juin, Pierrefitte (65) : stand CADTM au festival Cuba Hoy.

14 juin, Baisieux (59) : intervention de Bertrand Baillot et Serge Vienne, à 19h.

14 juin : émission de radio sur Radio Aligre avec Julie Castro, à 9h.

15-17 juin, Montreuil (93) : participation du CADTM au Festival Taparole, au studio théâtre de Montreuil.

16 juin, Pleneuf Val André (22) : intervention de Roseline Péluçon après le film *Bamako*.

19 juin, Paris : projection-débat sur le thème « Migrations internationales et développement », au Théâtre alternatif des 5 diamants, à 18h30.

22 juin : nuit contre la Françafrique avec Zalea TV et Survie, nuitcontrelafrancafrique.africa-web.org, à partir de 22h.



BANQUE MONDIALE : DU PLOMB DANS L'AILE

Acculé, Paul Wolfowitz vient d'annoncer sa démission de la présidence de la Banque mondiale. L'affaire de népotisme et d'augmentation de salaire exorbitante de sa propre compagne n'est-elle vraiment qu'une simple « erreur » de la part de quelqu'un qui a agi « de bonne foi » ? Foutaises... Connaître Wolfowitz permet de mieux comprendre comment on en est arrivé là.

Paul Wolfowitz est un pur produit de l'appareil d'État des États-Unis. Très tôt, il aborde les questions de stratégie militaire. En 1969, il travaille pour une commission du Congrès et parvient à convaincre le Sénat de la nécessité de doter les États-Unis d'un parapluie anti-missile face aux Soviétiques [1]. Sa réflexion stratégique comporte un fil rouge : identifier des adversaires (URSS, Chine, Irak...) et démontrer qu'ils sont plus dangereux que ce que l'on imagine, afin de justifier un effort supplémentaire de défense (augmentation du budget, fabrication de nouvelles armes, déploiement massif de troupes) allant jusqu'au déclenchement de guerres préventives. On connaît la suite...

Le parcours de Wolfowitz passe ensuite par l'Asie. De 1983 à 1986, il dirige le secteur Asie de l'Est et Pacifique du département d'État sous Ronald Reagan, avant de devenir ambassadeur en Indonésie entre 1986 et 1989. Pendant cette période, il soutient activement plusieurs régimes dictatoriaux : Ferdinand Marcos aux Philippines, Chun Doo Hwan en Corée du Sud, Suharto en Indonésie... Suite à la mobilisation populaire qui chasse Marcos en 1986, Wolfowitz organise la fuite du dictateur qui trouve refuge à Hawaï, 50e État des États-Unis... Alors que les États-Unis ont soutenu la dictature de Suharto pendant plus de 30 ans, Paul Wolfowitz ose déclarer en mai 1997 : « *Tout jugement équilibré concernant la situation de l'Indonésie aujourd'hui, y compris le sujet très important et sensible des droits humains, doit prendre en compte les progrès importants déjà accomplis par l'Indonésie et il convient de reconnaître que beaucoup de ces progrès sont à mettre au compte du leadership à la fois fort et remarquable du président Suharto* » [2]. Un an plus tard, le vieux dictateur lâché par Washington doit renoncer au pouvoir dans un contexte de grandes mobilisations populaires.

Devenu sous-secrétaire d'État à la Défense et l'un des principaux architectes de l'invasion militaire de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003, Wolfowitz est nommé en mars 2005 par le président George W. Bush à la présidence de la Banque mondiale, qu'il va donc quitter le 30 juin prochain. Mais Paul Wolfowitz n'est pas pour autant le vilain directeur d'une institution généreuse et immaculée. Il est grand temps d'arracher le voile sur l'action de la Banque mondiale depuis 60 ans, notamment sur les points suivants :

- pendant la guerre froide, la Banque mondiale a utilisé l'endettement dans un but géopolitique et systématiquement soutenu les alliés du bloc occidental, notamment des régimes dictatoriaux (Pinochet au Chili, Mobutu au Zaïre, Suharto en Indonésie, Videla en Argentine, apartheid en Afrique du Sud...) qui ont violé les droits humains et détourné des sommes considérables, et elle continue de soutenir des régimes de même nature (Déby au Tchad, Sassou Nguesso au Congo, Biya au Cameroun, Musharraf au Pakistan, la dictature à Pékin...);

- au virage des années 1960, la Banque mondiale a transféré à plusieurs pays africains nouvellement indépendants

(Mauritanie, Gabon, Congo-Kinshasa, Nigeria, Kenya...) les dettes contractées par leur ancienne métropole pour les coloniser, en totale contradiction avec le droit international ;

- une très grande quantité des prêts octroyés par la Banque mondiale a servi à mener des politiques qui ont provoqué des dégâts sociaux et environnementaux considérables, dans le but de faciliter l'accès à moindre coût aux richesses naturelles du Sud ;

- après la crise de la dette de 1982, la Banque mondiale a soutenu les politiques d'ajustement structurel, alliant forte réduction des budgets sociaux, suppression des subventions aux produits de base, privatisations massives, fiscalité qui aggrave les inégalités, libéralisation forcée de l'économie et mise en concurrence déloyale des producteurs locaux avec les grandes multinationales, ce qui va dans le sens d'une colonisation économique ;

- la Banque mondiale a mené une politique qui reproduit la pauvreté au lieu de la combattre, et les pays qui ont appliqué à la lettre ses prétendus « remèdes » se sont enfoncés dans la misère ; en Afrique, le nombre de personnes devant survivre avec moins de 1\$ par jour a doublé depuis 1981, plus de 200 millions de personnes souffrent de la faim et pour 20 pays africains, l'espérance de vie est passée sous la barre des 45 ans ;

- malgré les annonces tonitruantes, le problème de la dette reste entier car les remises de dette de la part de la Banque mondiale sont réservées à un petit nombre de pays sélectionnés pour leur docilité économique et dissimulent en contrepartie des réformes économiques draconiennes, dans la droite ligne de l'ajustement structurel.

Le passif de la Banque mondiale est bien trop lourd pour que l'on puisse se contenter de la démission de Paul Wolfowitz. En fait, la Banque mondiale est dotée d'un grave vice de forme : elle sert les intérêts géostratégiques des États-Unis, de leurs grandes entreprises et de leurs alliés, indifférente au sort des populations pauvres du tiers-monde. Dès lors, une seule issue devient envisageable : l'abolition de la Banque mondiale et son remplacement dans le cadre d'une nouvelle architecture institutionnelle internationale.

La Banque mondiale tanguerait dangereusement et cette grave crise pourrait la faire couler définitivement, d'autant qu'elle subit dans le même temps les assauts de plusieurs gouvernements d'Amérique latine. Le Venezuela a annoncé le 30 avril dernier qu'il quitte le FMI et la Banque mondiale. La Bolivie et le Nicaragua s'apprentent à quitter le Centre international de règlements des différends relatifs aux investissements (CIRDI, [3]), l'une des branches de la Banque mondiale. L'Équateur a expulsé le représentant permanent de la Banque mondiale. Six pays latino-américains [4] sont en train de jeter les bases d'une Banque du Sud aux choix radicalement différents. Différents experts, dont plusieurs membres du CADTM, ont pris part à ces discussions qui visent une vraie modification du rapport de forces mondial, sur les décombres d'une Banque mondiale moribonde...

✎ DAMIEN MILLET ET ERIC TOUSSAINT

[1] Voir l'histoire détaillée de la Banque mondiale et de Paul Wolfowitz dans Eric Toussaint, Banque mondiale, le coup d'État permanent, CADTM/Syllepse, 2006.

[2] Tim Shorrock, "Paul Wolfowitz, Reagan's Man in Indonesia, Is Back at the Pentagon", in Foreign Policy in Focus, février 2001, p3.

[3] CIRDI : sorte de tribunal au sein de la Banque mondiale où une entreprise privée peut attaquer un État si elle s'estimée lésée par une décision, même prise démocratiquement par un gouvernement soucieux des conditions de vie de son peuple.

[4] Argentine, Bolivie, Brésil, Équateur, Paraguay, Venezuela.

BANQUE MONDIALE : ZOELICK ARRIVE...

Paul Wolfowitz, contraint de démissionner après avoir violé les règles internes de la Banque mondiale, sera très probablement remplacé à la tête de l'institution par le candidat de George.W.Bush, Robert Zoellick. Ce dernier fut successivement chef du cabinet de George Bush père au début des années 1990, secrétaire au commerce extérieur au début des années 2000 et le numéro deux du département d'Etat, au côté de Condolezza Rice, entre janvier 2005 et juin 2006. Depuis cette date, il travaillait à la banque d'affaires Goldman Sachs.

Le CADTM s'insurge contre cette nomination pour deux raisons majeures.

La première est que le président de la Banque mondiale sera une fois de plus un ressortissant des Etats-Unis sélectionné selon le bon vouloir du président des Etats-Unis. La règle tacite en vertu de laquelle le président de la Banque mondiale doit être un citoyen états-unien, décriée par tant de mouvements sociaux et de personnalités dans le monde, sera donc appliquée une fois de plus, en totale contradiction avec les règles élémentaires de gouvernance et de démocratie. L'influence des Etats-Unis sur la Banque mondiale ne s'arrête pas là puisque ils disposent d'un droit de veto de fait sur toutes les grandes décisions de l'organisation.

La deuxième raison découle de la première : la Banque mondiale n'est qu'un instrument au service de la politique extérieure des Etats-Unis et des intérêts des multinationales américaines. Il ne faut pas compter sur la présidence de Zoellick pour espérer un changement d'orientation. Fervent défenseur du libre-échange, il a représenté les intérêts du gouvernement américain dans les négociations pour une dérégulation forcenée au sein de l'OMC, aujourd'hui dans l'impasse, et fut l'un des artisans du traité de libre-échange nord américain (ALENA), signé en 1994 et qui impose l'ouverture totale des frontières pour le commerce entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, ouvrant surtout le marché mexicain aux marchandises états-uniennes fortement subventionnées. Enfin, le dogmatisme de Zoellick est tel qu'il affirmait, au lendemain des attentats de septembre 2001, que la lutte contre le terrorisme passait par la libéralisation du commerce international. Avec un tel président, il ne fait aucun doute que la Banque mondiale poursuivra les politiques néolibérales violemment génératrices de pauvreté qu'elle applique depuis plusieurs décennies.

La nomination de Robert Zoellick à la tête de la Banque mondiale est un argument supplémentaire pour le CADTM de réclamer l'abolition de cette institution incapable de changer sa vision du développement qui repose inlassablement sur l'ouverture des marchés. Le moment est venu de rompre avec cette idéologie néolibérale en remplaçant la Banque mondiale dans le cadre d'une nouvelle architecture institutionnelle internationale. Un Fonds mondial du développement pourrait être créé dans le cadre des Nations-Unies et relié à des banques régionales du développement du Sud. Le projet de Banque du Sud regroupant plusieurs pays d'Amérique latine est une avancée dans ce sens à condition que son fonctionnement se distingue radicalement de celui de la Banque mondiale.

DE SIBY À SIKASSO

Au moment où, en Allemagne, les dirigeants des huit pays les plus riches se partageront le monde, les plus pauvres se réuniront en Afrique, pour dire une fois de plus : «Assez, nous existons et nous voulons choisir pour nous-mêmes».

Depuis 2002, le CAD Mali organise en contrepoint du G8 le Forum des peuples. La 6ème édition se tiendra du 4 au 8 juin, à Sikasso, au sud-est du Mali, capitale du coton. Cette région, où siège la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT), possède aussi d'importants gisements d'or.

Près de 800 participants devraient se retrouver, venant des pays voisins (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Niger, Sénégal), mais aussi de France, Belgique et Canada. Beaucoup de thèmes seront toujours malheureusement d'actualité : la dette, les privatisations, la menace des OGM, la souveraineté alimentaire, l'accès à la santé, à l'eau, à l'électricité, les rapports Nord-Sud et les politiques néolibérales, le drame des migrants... Cette année, les institutions financières internationales auront une place de choix avec l'échec de plus en plus patent de leur action, et le projet naissant, en Amérique latine, d'une «Banque du Sud», enfin au service des peuples concernés.

Enrichie de l'expérience des années précédentes, cette édition sera à nouveau un lieu de rencontre et d'échange où se confirmera le renforcement du mouvement social malien et africain, ainsi que sa volonté de résister «à la mondialisation libérale».

YVETTE KROLIKOWSKI

COMPTONS SUR LES DOIGTS

+ Les riches vont bien, merci pour eux ! Selon le magazine Forbes, le monde abritait **946 milliardaires** (en dollars) en 2006, contre seulement 793 l'année précédente. Leur patrimoine cumulé atteint 3500 milliards de dollars. Pas mal, hein ? Il y a 5 ans, ils n'étaient que 497, pour une fortune de 1540 milliards de dollars. Les très riches sont de plus en plus riches. Et à votre avis, les très pauvres ?

+ Les **dépenses militaires mondiales** explosent ! Estimées à 1000 milliards de dollars en 1990 et 1200 milliards de dollars en 2006, elles devraient atteindre 1500 milliards de dollars en 2007 selon *Jeune Afrique* du 13 mai 2007. Les Etats-Unis y consacrent 565 milliards, devant la Chine (123), la Russie (87), la France (62) et le Royaume-Uni (61).

+ Et la **dette extérieure** des pays en développement ? Elle va bien aussi ! Selon le *World Economic Outlook 2007* du FMI (qui a un système statistique un peu différent de la Banque mondiale), contrairement aux proclamations médiatiques, elle poursuit sa course folle : 3000 milliards de dollars en 2005, 3240 milliards en 2006, et des prévisions de 3500 milliards de dollars en 2007 !

Au moins, si on manque de capitaux pour financer le développement du Sud, on saura où piocher...

DAMIEN MILLET

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

Photos : N. Sersiron (p1) / Indymedia

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution.

FAMINE ET DETTE PERSISTENT AU BURUNDI

La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) déclare, sur sa carte mondiale de la faim, qu'en ce printemps 2007, plus d'1,2 million de personnes, soit 25% de la population du Burundi, nécessite une aide alimentaire. Après une décennie de guerre, le Burundi est, depuis 2001, anéanti par une série de mauvaises récoltes. Plus de 4000 personnes n'ont déjà plus d'autre solution que de s'enfuir vers la Tanzanie voisine.

L'UNICEF rapporte que «les familles des régions touchées [c'est-à-dire 10 des 17 provinces que compte le pays] n'ont plus de réserves alimentaires et la plupart des foyers ne mangent qu'une fois par jour. »

Cette famine est la conséquence de phénomènes climatiques inhabituels à ces latitudes équatoriales : une longue période de sécheresse suivie de pluies torrentielles survenues en septembre 2006, au début de la nouvelle saison culturale, et qui ont détruit jusqu'à 60% des récoltes. Les productions de maïs, de haricots et de patates douces sont très inférieures aux besoins et comme toujours en pareil cas, le prix de ces produits de base s'envole.

L'UNICEF ajoute : «au moins 60 pour cent des Burundais vivent avec moins d'un dollar par jour, mais le prix des haricots - leur source de protéines la plus abordable - a presque doublé. Un kilogramme de haricots, qui coûtait 450 francs du Burundi [environ 0,45 dollar] en janvier 2006, coûte aujourd'hui [début 2007] aux alentours de 750 francs.»

Même si aucun bilan officiel n'a été publié, on sait que des centaines de personnes ont déjà péri et que des dizaines de milliers d'enfants ont dû abandonner l'école. Malgré cette situation dramatique, le Burundi continue à rembourser sa dette, estimée à 1,2 milliard de dollars alors que le PNB n'est que de 665 millions. Le service de la dette selon la Banque mondiale représentait déjà, en 2002, 41% du budget national. Il est évidemment encore plus lourd aujourd'hui.

Reconnu PPTTE (Pays pauvre très endetté) en 2005, il n'a toujours bénéficié d'aucun allègement de dette, malgré une situation économique plus que précaire. Il payait au titre du service de la dette 25 millions de dollars en 2002, il en a versé 85 en 2006 et doit encore en verser 98 en 2007.

Ecrasé par la dette et soumis à une stricte politique d'ajustement structurel, le Burundi ne peut pas venir en aide aux sinistrés de la famine, en important par exemple les 330 000 tonnes de nourriture qui manquaient à la population en janvier 2007 selon le PAM (Programme alimentaire mondial). Faute d'argent, le gouvernement avait déjà suspendu à l'automne 2006 les campagnes de dépistage du SIDA, alors que sur les 250 000 personnes diagnostiquées séropositives, 8 250 seulement recevaient un traitement.

Les autorités internationales ont pourtant récemment montré tout « l'intérêt » qu'elles portaient au Burundi. Paul Wolfowitz en personne s'est rendu dans le pays les 7 et 8 mars 2007. Il a bien sûr, comme à son habitude, commencé par dénoncer la corruption, et espéré que le Burundi atteindrait bientôt le point d'achèvement de l'i-

initiative PPTTE, qui permettra d'envisager enfin une annulation de la dette. Il a aussi souligné que la Banque mondiale est « toujours prête à intervenir pour faciliter le climat des affaires » et a reconnu, à la grande satisfaction de la présidence de la République du Burundi, dont le site internet rapporte ses propos, que « le peuple du Burundi est laborieux », gage certain de lendemains heureux...

Deux mois plus tard, le 3 mai 2007, c'est au tour de Murilo Portugal, directeur-général adjoint du FMI, de se rendre à Bujumbura. Il a chaleureusement félicité les autorités du Burundi en ces termes : « Dans des conditions très difficiles, le gouvernement a maintenu une discipline budgétaire rigoureuse, qui est essentielle pour la stabilité macroéconomique. Les autorités ont libéralisé le commerce extérieur et le régime de change, ont renforcé la politique monétaire et la gestion des finances publiques, et ont commencé à réformer les secteurs productifs. » Il a aussi distribué quelques conseils pour l'avenir : « [l'Etat] doit exécuter résolument les profondes réformes structurelles qui sont nécessaires pour relancer l'économie, y compris dans le secteur café. La privatisation, dans des délais appropriés, des vastes participations de l'Etat aidera à mettre en place des conditions propices à l'activité et à l'investissement du secteur privé. »

Le contraste entre ces déclarations officielles lénifiantes et l'urgence de la situation alimentaire est consternant autant qu'est aberrante la structure de l'agriculture de ce pays aux sols pourtant riches, incapable aujourd'hui de nourrir sa population mais fier d'être, depuis les années 1930, un des grands exportateurs africains de café !

▼ SERGE VIENNE

ECOUTER

Le CADTM soutient depuis longtemps le combat inlassable contre la « Françafrique » de l'association Survie, mené conjointement avec de nombreuses organisations de la société civile africaine. Par delà les continents, des artistes et des citoyens réfléchissent et se mobilisent pour sortir du néocolonialisme, d'où la sortie en 2005 de la première compilation « Africa wants to be free ! ».

Afin de mettre en évidence la filiation entre ces formes de domination et les pratiques coloniales d'antan, et de dénoncer la persistance d'imaginaires coloniaux au sein de la société française, Survie et plusieurs artistes de la compilation « Africa wants to be free ! » ont décidé de poursuivre l'aventure et de lancer le projet politico-musical « Décolonisons ! ».



Un morceau collectif a été enregistré pour l'occasion, reprenant des extraits d'interviews de François-Xavier Verschave, ancien président de Survie, dont les écrits ont inspiré la plupart des artistes présents sur la compilation.

Le CD *Décolonisons !* est sorti le 23 février 2007, date ô combien symbolique, deux ans après le vote à l'Assemblée nationale de la loi sur le « rôle positif de la colonisation ». A se procurer de toute urgence, si ce n'est déjà fait...

JOURNALISTE MENACÉ DE MORT AU BURKINA

La liste des crimes du régime Compaoré est bien longue, rappelons simplement l'assassinat fondateur de Thomas Sankara le 15 octobre 1987, mettant fin à la révolution burkinabè, puis ceux de l'étudiant en 7ème année de médecine Dabo Boukary en 1990, du journaliste indépendant Norbert Zongo en 1998...

Chacun de ces trois là savaient qu'ils étaient menacés, et vivaient en permanence avec cette crainte.

Tous les trois ont cependant continué leurs combats, certains d'être du bon côté, du côté de la justice, du peuple et de la dignité. On le sait, une des grandes batailles de Thomas Sankara fût celle pour l'annulation et le non paiement de la dette, et c'est sans doute celle qui aura le plus dérangé, jusqu'à son assassinat. Norbert Zongo pour sa part cherchait la vérité : sur les assassinats du régime, sur les agissements du pouvoir. Devenu trop populaire, éveillant la conscience des populations, on l'a alors éliminé. Dabo Boukary luttait lui pour les droits des étudiants. Dérangeant, on a mis fin à son engagement en s'en débarrassant une nouvelle fois par la violence.

Sams'K Le Jah, à travers son action quotidienne auprès du peuple burkinabè, de sa jeunesse et même par delà les frontières de son pays, contribue chaque jour à éveiller les consciences, à secouer les mémoires. Alors que rares, voire inexistantes, sont ceux qui osent parler de la question de la dette au Burkina depuis l'assassinat de Sankara, Sams'K Le Jah, lui, chante le président burkinabè assassiné et ses idées, reprend ses meilleurs discours sur la question de la dette et les diffuse efficacement auprès d'un public attentif à ses messages.

Par son travail, deux fois par semaine à la radio Ouaga FM, il explique les mécanismes de domination qui oppresse l'Afrique. Entre deux morceaux de reggae, il invite la jeunesse du Burkina à se prendre en main, et à s'engager pour donner un nouveau visage au continent.

L'on pourrait penser que ce travail serait suffisant, mais sa soif de changement lui donne l'énergie à chaque instant pour en faire toujours plus. En moins d'un mois, on l'a vu organisé une caravane 100% reggae, avec plusieurs étapes dans des grandes villes de l'intérieur du pays, faisant salles comblées à chaque fois, et expliquant sans relâches comment la dette et les systèmes mis en place empêchent la jeunesse de s'en sortir. Avec des mots simples, il se fait comprendre de tous, convaincant et mobilisant toujours plus de monde. Avant chaque concert, c'est sur les radios locales qu'il répète ses messages. Lors du Fespaco, il anime des projections-débats sans jamais se lasser de communiquer...

On a pu le constater lors du Festival international de la liberté d'expression et de presse (FILEP), qui se tenait à Ouagadougou du 11 au 14 avril 2007, réunissant plus de 80 journalistes et artistes engagés de toute l'Afrique, Sams'K Le Jah est immensément populaire.

Et c'est ce bruit qui circule, cette colère grandissante, sous-jacente qui commence à sérieusement déranger... Qui ? On ne le sait pas, mais depuis 3 semaines, les menaces de mort qui lui sont adressées se font chaque fois plus précises, plus dangereuses, plus inquiétantes.

Les réactions des organisations de défense des journalistes, et de la société civile burkinabè et internationale

ont pour l'instant consisté à porter plainte auprès des autorités policières, et à dénoncer ces menaces dans des communiqués. Rien n'est fait, en dehors d'une solidarité de quartier, avec ses amis, pour assurer sa sécurité. L'Etat se garde bien de réagir, et se terre dans un silence complice, tandis que les autorités ne coopèrent que très peu, refusant de délivrer les documents permettant d'identifier l'origine des messages auprès de Yahoo!... En attendant d'en savoir plus, le directeur de la radio a préféré mettre fin aux émissions de Sams'K Le Jah, et des journaux complices du pouvoir en place lancent des polémiques fumeuses sur la volonté prétendue de Sams'K Le Jah d'obtenir asile en Europe, où il sera effectivement au mois de juin pour subir une opération prévue de longue date.

Malgré tout ça, Sams'K tient bon, essaie de garder le moral, et espère reprendre au plus vite ses émissions. Le soutien qu'il reçoit d'un peu partout est essentiel et doit s'élargir. Il est de notre devoir de soutenir l'engagement des artistes et des journalistes qui prennent des risques inestimables pour éveiller les consciences, changer les mentalités, refuser le fatalisme...

Sams'K en est un parfait exemple et nous devons en parler : c'est déjà beaucoup. Parlons en donc à nos amis, dans nos réseaux, et restons attentifs. Nous devons également faire pression, via les ambassades, et par tous les moyens possibles, pour que Sams'K reprenne au plus vite ses émissions et que la vérité soit faite sur l'origine des menaces...

L'ensemble des mails de menaces, ainsi que d'autres infos sur Sams'K sont disponibles sur le site Internet : www.thomassankara.net

SEBASTIAN ALZERRECA

LIRE ET VOIR

+ **We feed the world (Le marché de la faim)**, film autrichien d'Erwin Wagenhofer ; livre d'Erwin Wagenhofer et Max Annas, Actes Sud, 2007.

Chaque jour à Vienne, la quantité de pain inutilisée, et vouée à la destruction, pourrait nourrir la seconde plus grande ville d'Autriche, Graz... Environ 350 000 hectares de terres agricoles, essentiellement en Amérique latine, sont employés à la culture du soja destiné à la nourriture du cheptel des pays européens alors que près d'un quart de la population de ces pays souffre de malnutrition chronique. Chaque Européen consomme annuellement 10 kilogrammes de légumes verts, irrigués artificiellement dans le Sud de l'Espagne, et dont la culture provoque des pénuries d'eau locales... *We feed the world* est un film sur la pauvreté au cœur de la richesse qui éclaire la manière dont notre nourriture est produite et répond aux questions que le problème de la faim dans le monde nous pose. Ce ne sont pas seulement des pêcheurs, des fermiers, des agronomes, des biologistes qui sont interrogés, mais aussi notre ami Jean Ziegler (rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation), un des responsables de Pioneer (le leader mondial des ventes de semences) ainsi que Peter Brabeck (PDG de Nestlé). Soutenu par le CADTM, à voir absolument.



L'ÉQUATEUR A RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE...

L'attitude du gouvernement de Rafael Correa en matière de dette

L'Équateur est le pays d'Amérique du Sud qui doit consacrer la part la plus élevée de son budget au remboursement de la dette. A priori, il est censé faire un effort insoutenable en 2007 : le service de la dette prévu est d'environ 2 800 millions de dollars (soit 38% du budget [1]). Le nouveau gouvernement du président Rafael Correa, en place depuis début janvier, a déjà été contraint de payer une somme considérable aux créanciers (près de 1 000 millions de dollars) et il cherche à mettre fin à l'hémorragie dans l'intérêt de son peuple. Il veut utiliser les sommes ainsi économisées pour améliorer la situation sociale des populations, notamment dans le secteur de la santé. Il vient de recruter du personnel de santé, environ 600 personnes, pour améliorer immédiatement les services rendus aux secteurs de la population qui en ont le plus besoin. Il voudrait garantir des progrès dans d'autres domaines également. La radicalité du président Correa et de son ministre de l'Économie et des Finances Ricardo Patiño suscite différentes tentatives de déstabilisation de la part des milieux financiers locaux et internationaux ainsi que des partis de droite. Tout est bon pour tenter de leur nuire.

Un processus se met en place pour parvenir à l'annulation de la dette

Le nouveau gouvernement cherche à identifier la part de la dette qui peut, sans contestation possible, donner lieu à une dénonciation et à une répudiation. A ce titre, il veut s'appuyer sur les résultats des travaux de la commission d'audit mise en place par le régime antérieur, en créant une nouvelle commission d'audit qui devrait pousser beaucoup plus loin les recherches et qui associerait des experts internationaux aux experts nationaux. L'objectif de Ricardo Patiño est de mettre en place une commission de six personnes au moins, composée de trois internationaux [2]. La commission s'appuierait sur un groupe de recherche de plusieurs dizaines de personnes qui travaillerait à l'identification des dettes illégitimes, que ce soit à l'égard des créanciers multilatéraux (comme la Banque mondiale, le FMI, la Banque interaméricaine de développement, etc.) ou à l'égard des créanciers bilatéraux (dont les principaux sont l'Espagne, le Japon, le Brésil et l'Italie). Il y a plus de 15 créanciers bilatéraux pour un montant de 2 milliards de dollars qui représentent 20% de la dette extérieure publique de l'Équateur. Le gouvernement voudrait auditer les dettes dues à des créanciers privés, sous la forme de titre de la dette, les « bonos », afin de déterminer quelle partie est illégitime et ainsi justifier une annulation. Il en va de même pour la dette intérieure publique ; des mesures d'annulation sont en cours d'exécution. Le gouvernement équatorien actuel

veut aller vite, c'est pourquoi les experts internationaux actifs sur la problématique de la dette sont prêts à retourner rapidement en Équateur. De toute manière, plusieurs ministres ont une connaissance approfondie de la question de la dette et, du côté des mouvements citoyens, de nombreuses personnes sont investies depuis des années dans le travail d'audit. C'est pour cela que les autorités équatoriennes sont en mesure de prendre rapidement des décisions fondées sur un dossier qu'elles maîtrisent très bien.

Quelle orientation adopter ?

Il faut une action unilatérale parce que si l'Équateur attend de la communauté internationale que celle-ci mette en place un tribunal international d'arbitrage, cela prendra des années avant d'arriver à un résultat - sans doute médiocre. Or il y a urgence. L'action unilatérale en matière de dette est une action légitime et beaucoup plus efficace. Il vaut beaucoup mieux dénoncer et suspendre le paiement de certaines dettes de manière souveraine et ensuite, si cela s'avère nécessaire, entrer dans une négociation pour certaines de celles-ci avec les créanciers. Dans ce cas, le gouvernement est en position de force car ce sont les créanciers qui seront demandeurs de la reprise du paiement. Ils seront prêts à se « mettre à table » et à réduire leurs exigences. L'Équateur a donc toutes les raisons pour entreprendre une action unilatérale en décrétant, sur la base de l'audit, qu'une large part de la dette est illégitime. Une décision souveraine des autorités de Quito d'arrêt des paiements serait fondée sur divers arguments du droit interne et international.

Quels sont ces arguments en faveur de l'annulation de ces dettes ?

De nombreux contrats sont liés à des taux d'intérêts usuraires. Des remboursements sont réclamés à l'Équateur pour des projets qui n'ont jamais été réalisés ou qui l'ont été de façon tout à fait partielle sans correspondre aux exigences du cahier des charges. Des dettes ont été contractées pour payer ou rembourser d'anciennes dettes contractées par des régimes dictatoriaux des années 1970. Il y a donc de multiples arguments liés à une analyse détaillée des projets qui sont à l'origine de cette dette pour justifier un non-paiement. Cela représente la majorité de la dette qui est réclamée à l'Équateur. Il

s'agit donc de déterminer rapidement les dettes qu'on peut mettre directement en cause pour passer à la phase suivante, qui est celle de la suspension des paiements. Cela pourrait se faire dans les mois qui viennent, dès l'été 2007... Le gouvernement et le président prendront la décision finale.

Comment vont s'organiser les travaux de la nouvelle commission d'audit ?

Le gouvernement veut suivre une politique transparente : la décision est prise de créer cette nouvelle commission sur l'audit qui réalisera ses travaux de manière publique. Les bureaux de la commission d'audit seront



ouverts, accessibles au public qui voudrait apporter son aide ou qui voudrait apporter son témoignage pour identifier les détournements, pour identifier les projets qui n'ont pas été réalisés ou différents types de dol (tromperie) dont ont été victimes les Equatoriens auxquels on réclame le remboursement de la dette. Selon cette démarche de transparence, cette commission devrait disposer d'un site Internet où seraient mis en ligne la plupart des contrats. Si cette étape est réalisée, le CADTM, avec les autres mouvements qui luttent pour l'annulation de la dette, pourrait lancer un appel international à témoignage. Il est plausible que d'anciens consultants de la Banque mondiale, voir d'anciens fonctionnaires de la Banque mondiale, de la Banque inter-américaine de développement, du FMI, des créanciers, des agents des créanciers privés... soient prêts à dénoncer les pratiques douteuses, illégales, voire criminelle, des créanciers, de manière à venir en aide aux autorités équatoriennes pour ne pas payer la dette illégitime.

Un témoin important : John Perkins

C'est notamment le cas de John Perkins, dont le livre *Les confessions d'un assassin financier* [3] a fait beaucoup de bruit. Il explique clairement sa mission, qui était d'«encourager les dirigeants de divers pays à s'intégrer à un vaste réseau promouvant les intérêts commerciaux des Etats-Unis. Au bout du compte, ces dirigeants se retrouvent criblés de dettes, ce qui assure leur loyauté. Nous pouvons alors faire appel à eux n'importe quand pour nos besoins politiques, économiques ou militaires. De leur côté, ils consolident leur position politique en créant pour leur peuple des zones industrielles, des centrales électriques et des aéroports. Les propriétaires des compagnies américaines d'ingénierie et de construction s'enrichissent ainsi fabuleusement.» Il a justement ouvert en Equateur où il a travaillé avec le président Jaime Roldos : «Jaime Roldos allait de l'avant. Fidèle à ses promesses électorales, il avait lancé une attaque en règle contre les compagnies pétrolières. [...] La réaction des compagnies pétrolières était prévisible : elles firent le maximum pour empêcher l'adoption de cette loi. [...] On dépeignit le premier président démocratiquement élu de l'Equateur moderne comme un nouveau Castro. Mais Roldos ne céda pas à l'intimidation. [...] Il prononça un grand discours au stade olympique Atahualpa, à Quito, après quoi il se dirigea vers une petite communauté située dans le sud du pays. Il y mourut dans un accident d'hélicoptère, le 24 mai 1981.» Accident, comme pour le président du Panama, Omar Torrijos, à la même époque? Pour Perkins, évidemment non, il n'y avait rien d'accidentel : «Ils furent assassinés parce qu'ils s'opposaient à la coalition formée par de grandes compagnies, le gouvernement américain et des banquiers, dans le but d'établir un empire global. Nous, les assassins financiers, n'avions pas réussi à obtenir la collaboration de Roldos et Torrijos, et les tueurs à gages de la CIA, qui nous suivaient de près, sont donc intervenus.» Le bilan est limpide : «L'Equateur est maintenant enlisé dans les dettes et doit consacrer une part anormale de son budget national à leur remboursement» ; par conséquent, «ce pays ne peut s'acquitter de ses obligations qu'en vendant ses forêts tropicales aux compagnies pétrolières.» En somme, piétinant la souveraineté équatorienne pourtant inaliénable, « l'empire global réclame son dû sous la forme de concessions pétrolières »... John Perkins était

de retour en Equateur le 22 mai 2007 pour présenter ses excuses au peuple équatorien. D'autres responsables de l'endettement illégitime pourraient suivre son exemple.

Agir au Nord aussi

Pour compléter le dispositif, il faut également créer des commissions d'audit sur les créances réclamées par les gouvernements du Nord aux pays du Sud. Par exemple, la Belgique réclame 16 millions de dollars de dette à l'Equateur, notamment pour des projets qui se sont inscrits dans le cadre de l'aide liée. À la première analyse des projets, on se rend compte que les prêts réalisés par la Belgique en Equateur avaient comme contrepartie l'obligation pour l'Equateur de dépenser l'argent auprès d'entreprises belges, notamment de fourniture de matériel électrique. Or la Belgique affirme qu'elle a abandonné depuis des années toute politique d'aide liée parce qu'elle reconnaît elle-même que c'est une politique tout à fait illégitime. Nous allons, en tant que CADTM, avec le CNCD et d'autres mouvements, analyser en détail les contrats qui lient l'Equateur à la Belgique afin de déterminer s'il est encore légitime de la part la Belgique de réclamer le paiement ou s'il faut annuler purement et simplement cette dette comme la Norvège l'a fait à l'égard de l'Equateur en 2006, pour notamment cinq bateaux de pêche qu'elle avait livrés à l'Equateur il y a un peu plus de 20 ans, à un moment où l'industrie navale norvégienne en avaient davantage besoin que l'économie équatorienne...

✎ DAMIEN MILLET ET ERIC TOUSSAINT

[1] L'ensemble des dépenses sociales ne représente que 22% du budget, sauf si le gouvernement arrive à modifier la situation en réduisant radicalement la part accaparée par la dette.

[2] Eric Toussaint pourrait en faire partie. Cela doit encore être confirmé par décret présidentiel.

[3] La version française est parue aux éditions alTerre en 2005. Les citations qui suivent en sont extraites. Edition originale : *Confessions of an economic hit man*, Berrett-Koehler Publishers, 2004, San Francisco.

QUI A DIT ?

Enfin une explication, de la part d'un connaisseur, de l'incurie du FMI et de la Banque mondiale, et des dégâts sociaux et environnementaux que leurs exigences ont provoqués depuis des décennies... Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, a lancé sur France Culture le 23 mai 2007 : «On n'a jamais vu une institution de type purement idéologique faire grand bien au plan économique.» Bon, même si le CADTM décrypte depuis des années l'idéologie mortifère de ces deux institutions, Camdessus faisait allusion à la Banque du Sud qui se met en place en Amérique latine, à propos de laquelle nous vous conseillons la lecture du *Monde diplomatique* de juin 2007 qui contient un article d'Eric Toussaint et Damien Millet sur ce sujet... Pourquoi cette volonté de rompre avec la logique du FMI ? La ministre argentine des Finances, Felisa Miceli, est très claire : «Le Fonds s'est, de manière répétée, opposé à toute fixation d'un salaire minimum et s'est fait l'avocat de la flexibilité du marché du travail, sans se préoccuper des conventions internationales sur les normes sociales de base ou, au minimum, de l'application des normes nationales.» Conclusion : à dégager !

PLAN AFRICA ESPAGNOL :

UN MARCHÉ DE DUPES

Le gouvernement espagnol vient d'approuver l'annulation d'une dette de 25 millions de dollars à l'égard de trois pays africains : Mauritanie, Ouganda et Ethiopie, dans le cadre du Plan Africa. Geste généreux a priori, mais qui cache un vrai mécanisme de domination.

D'une part, ces dettes proviennent de crédits accordés par les Fonds d'aide au développement, qu'il faut pourtant rembourser avec intérêts. A noter qu'en 2005, 12 pays subsahariens avaient remboursé 19,1 millions de dollars à ce même Fonds. En réalité ce que l'Espagne donne avec une main, elle l'avait déjà pris de l'autre. En 2005, par exemple, le Cameroun et l'Ouganda remboursèrent au FAD espagnol plus d'argent qu'ils n'en avaient reçu au titre de l'aide espagnole au développement. Le Cameroun, qui ne consacre que 1,21% de son PIB à ses besoins de santé, avait remboursé cette même année 4,5 millions de dollars à l'Espagne.

D'autre part, cette opération est liée à des conversions de dette : les ressources libérées créditent un Fonds de financement de projets de développement... sous tutelle espagnole. L'utilisation de l'argent des peuples africains reste ainsi toujours sous surveillance espagnole. Il est connu que la légendaire mauvaise gouvernance des dirigeants africains pourrait dégénérer en détournements et malversations... Le bon et honnête père de famille assurera donc la bonne gestion..., sauf que les innombrables cas de corruption, malversations, scandales immobiliers, népotisme, etc., dévoilés ces dernières années, déshonorent des centaines de responsables politiques espagnols !

Mais ce n'est pas tout : le Plan Africa n'annulera que 75 millions de dollars. C'est une goutte d'eau dans l'océan de la dette africaine. La dette extérieure de l'Afrique subsaharienne dépasse 200 milliards de dollars et son mécanisme aspire de nombreuses ressources financières des peuples africains.

En fait, son but est clair : le Plan Africa espagnol classe les pays visés en fonction des intérêts géopolitiques de l'Espagne. Il affiche au même niveau que la lutte contre la pauvreté, les droits de l'homme et autres bons sentiments, d'autres objectifs très concrets : contrôle des flux migratoires (sous-traitance locale d'une police de l'air et des frontières), sécurité (mais l'Espagne reste le plus grand exportateur de munitions vers l'Afrique subsaharienne), échanges commerciaux et de renforcement des investissements (appel à l'ouverture des frontières, aux privatisations des entreprises publiques, etc.), sécurité énergétique (pour les

sociétés espagnoles qui feront main basse sur les ressources pétrolières et halieutiques d'Afrique), rayonnement culturel et politique espagnole en Afrique, etc. Rien d'autre qu'un plan de coordination avec la Banque mondiale, le FMI, la BAD, dans la droite ligne du Nepad, c'est-à-dire un plan d'ajustement structurel à l'échelle du continent. Rien d'autre que la participation espagnole à l'architecture mondiale de domination financière et idéologique du Sud par le Nord. Rien d'autre qu'une recolonisation néolibérale de l'Afrique. En somme, une copie espagnolisée de tant d'autres plans qui récompensent la docilité des gouvernements africains qui acceptent de jouer ce funeste jeu-là.

GUILLERMO SINTES DIAZ

Pour consulter le Plan : www.mae.es/NR/rdonlyres/C4C81869-0E32-470D-8D5F-7A49AD84D5C0/0/planafri-ca.pdf

LIRE

+ **Paradis fiscaux et judiciaires : cessons le scandale !**, brochure réalisée par la plateforme «Paradis fiscaux



et judiciaires», née dans le cadre de la campagne « 2005 : plus d'excuses ! » autour des objectifs du millénaire pour le développement. Il n'est pas trop tard pour atteindre les - bien trop modestes - objectifs de développement fixés par les Nations Unies, à condition de prendre un certain nombre de mesures d'urgence. Parmi elles, la lutte contre les paradis fiscaux et judiciaires. Ces territoi-

res posent en effet le problème de «l'injustice fiscale» : la concurrence fiscale déloyale de certains pays aboutit à priver d'autres de ressources qui auraient pu être affectées à des projets sociaux. Ils favorisent aussi l'opacité : une masse importante de fonds qui transite par ces territoires provient de la corruption. Ces détournements de fonds publics privent ainsi les États du Sud de recettes qui auraient pu être affectées à leur développement.

L'objectif de cette coalition est de contribuer à faire changer ce système qui implique des territoires ou des pays qui outre une fiscalité accommodante pratiquent le secret bancaire et une certaine impunité juridique. Le CADTM est membre de cette plate-forme aux côtés des organisations suivantes : Amnesty International, Attac, CCFD, CRID, Droit pour la justice, Eau Vive, Fédération de l'Entraide Protestante, Oxfam France Agir ici, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Secours catholique Caritas, Sherpa, Survie, Transparence International.

Voir www.cadtm.org/article.php3?id_article=2582

Au moment du G8, j'adhère au CADTM

B29

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications : [] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**